

# LES VILLES DU CAPITALISME

PAR JEAN-PIERRE GARNIER\*

## À PROPOS DE

**Élisabeth Pélegrin-Genel**,  
*Une autre ville sinon rien*,  
La Découverte, Les empêcheurs  
de penser en rond, 2012,  
240 p., 18 €

**Marc Berdet**, *Fantasmagories  
du capital. L'invention  
de la ville-marchandise*,  
La Découverte, Zones, 2013,  
256 p., 22 €

**Stephen Graham**, *Villes sous  
contrôle. La militarisation de  
l'espace urbain*, trad. de  
R. Toulouse, La Découverte,  
2012, 280 p., 22 €.

Trois livres parus récemment en France prennent pour objet certains aspects de l'urbanisation du capital avec en commun un regard critique. Mais, outre que les aspects analysés diffèrent, de même que les approches choisies pour les aborder, c'est aussi l'orientation politique de leur propos qui distingue les auteurs, et également leur vision plus ou moins optimiste ou pessimiste de l'avenir des villes. Plutôt que de rendre compte de chacun des ouvrages tour à tour, il a paru plus révélateur de faire jouer leurs grilles d'analyses les unes avec ou contre les autres, et d'essayer ainsi de faire ressortir pourquoi la transformation véritable des villes du capitalisme demeure un objectif hors de portée.

**A**vant de confronter les points de vue exposés dans ces livres, il convient de préciser rapidement à quelles facettes de la réalité urbaine contemporaine leurs auteurs se sont intéressés. Le choix de celles étudiées laisse d'ailleurs déjà entrevoir ce qui peut les séparer, voire les opposer.

Sous un intitulé péremptoire, *Une autre ville sinon rien*, l'ouvrage d'Élisabeth Pélegrin-Genel est pourtant, sur le plan politique, le plus « modéré » des trois. Le plus constructif aussi, ce qui est logique puisque que l'auteure est architecte et urbaniste. Il s'agit pour elle d'imaginer « une autre ville », à défaut d'une ville autre que capitaliste – l'ouvrage ne comporte d'ailleurs aucune référence au capital. Pour ce faire, il suffirait de « déplacer légèrement notre regard », de « sortir des sentiers battus » et de détecter les « innovations possibles ». Ainsi cherchera-t-on à « s'insérer dans le tissu existant » pour « l'améliorer », à « reconstruire la ville sur la ville » pour la « réenchanter ». Comment ? Grâce à des « rénovations », des « réhabilitations » et des « aménagements », mais très « différents », ne serait-ce que par leur échelle réduite, des opérations urbanistiques et architecturales habituellement présentées sous ces appellations. Pour « modestes » qu'elles soient, de l'aveu même de l'auteure, les « réalisations » qu'elle invite le lecteur à découvrir, censées donner corps à une « utopie urbaine réaliste », sont néanmoins inspirées par une visée ambitieuse : rien moins que « changer la ville pour changer la vie », pour reprendre le slogan des architectes constructivistes soviétiques, recyclé à partir des années 1960 en France par le chœur des professionnels réformistes de l'urbain.

Le propos du sociologue Marc Berdet est tout autre, tant par sa visée théorique que par sa radicalité politique. En prenant appui sur un « matérialisme anthropologique », il se donne pour tâche de « chercher dans le décor même » des villes capitalistes « ce que celui-ci dissimule » afin de « décrypter le rébus par lequel la fantasmagorie du capital donne à comprendre cela même qu'elle veut faire oublier ». En effet, « le capital façonne des environnements oniriques qui, sur fond de règne de la marchandise, refoulent leur origine économique en vue de canaliser les plaisirs individuels et collectifs ». Ce qui conduit l'auteur à passer en revue les formes successives, modernes puis post modernes, sous lesquelles la « ville-marchandise » s'est donnée à voir. Ainsi montre-t-il comment sa raison d'être a pu se trouver travestie et transfigurée depuis l'ère industrielle jusqu'à aujourd'hui, par le biais de l'architecture, notamment, en « transformant l'environnement en images de rêve destinées à la foule ». Avec pour effet le refoulement ou le déni des contradictions et des conflits de classe qui ont jalonné son développement.

La vision sur l'avenir des villes qui se dégage du troisième livre, rédigé par le géographe anglais « radical » Stephen Graham, paraîtra des plus pessimistes. Sans doute parce qu'elle est aussi la plus réaliste. *Villes sous contrôle*, en effet, illustre on ne peut mieux, à partir de ce qui se déroule ou se prépare « sur le terrain » sous l'effet d'un « emballement sécuritaire globalisé », ce que devient le mode de production capitaliste appliqué à l'espace urbain : un mode de destruction auquel on aurait du mal à trouver quelque vertu « créatrice ». Au vu des informations

\*Sociologue urbain (CNRS), Jean-Pierre Garnier est notamment l'auteur de *Des barbares dans la cité* (1997), *Le Nouvel Ordre local* (2000) et *Une violence éminemment contemporaine* (2009).



rassemblées par l'auteur sur les nouvelles stratégies et techniques de maintien de l'ordre dans les métropoles, celles-ci sont appelées à devenir, sous nos cieux comme ailleurs, les principaux champs de bataille de demain. L'urbanisation du monde semble, en effet, devoir aller de pair avec une intensification d'une guerre sociale ouverte ou larvée dite de « basse intensité ». Une « *guerre sans fin ni limites* » où, parallèlement à la formation de corps répressifs spécialisés dans la lutte contre-insurrectionnelle, d'innombrables dispositifs *high tech* sans cesse perfectionnés de surveillance, de contrôle et de neutralisation sont mis en place pour contrer un ennemi d'autant plus omniprésent et insaisissable – il est perçu à la fois comme extérieur et intérieur, global et local, réel et virtuel – qu'il tend à se confondre avec une bonne partie des habitants eux-mêmes.

#### **De l'idéologie à la fantasmagorie ?**

Pour établir un lien entre des ouvrages aux thématiques et aux problématiques aussi diverses, nous proposerons d'user du concept qui donne son titre à l'un des ouvrages, celui de « fantasmagorie », quitte à prendre parfois quelques libertés avec le sens que lui attribue son auteur.

Pour Marc Berdet, la fantasmagorie comme concept permet d'aller au-delà du fétichisme de la marchandise, à l'analyse duquel se seraient limités Marx et les penseurs qui l'ont suivi. Contrairement à ce qu'ils supputaient, la société bourgeoise ne se montrerait pas « telle qu'elle est » quand elle idéalise la valeur d'échange à l'occasion de grandes manifestations où les richesses offertes à la vue du public sont coupées des processus sociaux réels qui l'ont produite. De l'absence de prix indiqués sur les produits exhibés dans le Crystal Palace lors de la « Grande exposition » organisée à Londres en 1851, première manifestation planétaire à grand spectacle de la splendeur capitaliste, Marc Berdet en déduit que Marx et Engels se sont trompés, eux qui croyaient que la bourgeoisie triomphante exposait de la sorte au grand jour et sans fard la nature mercantile du monde social dont elle célébrait l'avènement. Elle interposerait, en effet, une « *image-écran* » – la fantasmagorie – véhiculant toutes sortes de significations mystérieuses et fascinantes, masquant ainsi le fait que l'existence de cette société dépend de la production marchande. Il semble cependant qu'il y ait là un malentendu de la part de l'auteur.

Marx ne s'est pas contenté de «*pressentir sur la piste du fétichisme*» le caractère fantasmagorique de l'objet «*délesté de sa signification économique (échange) et sociale (usage)*» : il l'a mis en lumière à sa manière. C'est bien, en effet, en termes de représentation ou, plus exactement d'autoreprésentation qu'il parle d'un «*rapport fantasmagorique de choses entre elles*» à propos de la forme que revêt le rapport social entre les humains sous le règne du mode de production capitaliste. Et si «*image-écran*» il y a, c'est précisément cette forme qui peut prendre, si l'on peut dire, différentes formes. Marx s'est employé à en relever quelques-unes et à montrer comment elles oblitèrent cette réification des rapports sociaux qui va de pair avec la personnification des produits matériels du travail salarié, déconnectés de leurs conditions de production, exaltés comme des fétiches dotés sinon d'une âme du moins d'une vie. Cela vaut pour les objets, bien sûr, mais aussi, aujourd'hui, pour la totalité de l'espace urbanisé, enrobé d'une aura artificielle perçue comme quasi surnaturelle, grâce à l'architecture, au paysagisme, au design et à la publicité. Ainsi, les édiles ne disent-ils pas autre chose, de nos jours, quand ils répètent à l'envi que leur ville, présentée comme une entité vivante, doit «*savoir se vendre*», se montrer «*compétitive*» donc «*attractive*» dans le cadre de la «*concurrence libre et non faussée*», principe cardinal qui régit les rapports entre «*métropoles*» comme l'ensemble des relations dans

nos sociétés. Pour ce faire, ce sont la «*création*» et l'«*innovation*» érigées en valeurs suprêmes qui sont mises en avant à grand renfort de «*communication*», avec toutes les connotations esthétiques et magiques de ces deux notions.

Cela dit, on ne peut qu'adhérer au propos de Marc Berdet : faire du concept de fantasmagorie appliqué au monde imaginaire du capitalisme un «*outil opératoire d'analyse critique*» des espaces urbanisés souvent convertis en galeries marchandes ou en parcs d'attraction où ce mode de production capitaliste nous impose de vivre en même temps qu'il nous incite à jouir. Selon l'auteur, «*le concept de fantasmagorie dépasse et reprend à la fois celui d'idéologie*». À condition de s'entendre au préalable sur ce que l'on entend par «*idéologie*». Au lieu de se contenter de la réduire de façon idéaliste à «*l'ensemble des idées qu'un groupe ou une société se fait sur son propre compte, sur le mode d'un discours ou d'une représentation*», on pourrait démontrer que les fantasmagories urbaines n'en sont que l'une des possibles matérialisations.

#### Réprimer, faire circuler, symboliser

L'urbanisme haussmannien a fait déjà l'objet de maints ouvrages et articles. Mais Marc Berdet renouvelle l'analyse de ce réaménagement drastique de la capitale en proposant pour l'aborder un nouveau découpage qui distingue «*trois types de réseaux*

#### EXTRAIT / L'ESPACE PUBLIC ENTRE PUBLICITÉ ET SÉCURITÉ

L'espace public a peu à peu cessé d'être un espace d'opportunités diversifiées pour les habitants. Les relations sociales et la vitalité urbaine s'y sont étioilées sous l'effet de multiples facteurs, qu'il s'agisse de tendances générales liées à l'évolution des modes de vie (irruption de la télévision dans les foyers, généralisation de l'usage de l'automobile, individualisation des loisirs, etc.) ou de politiques urbanistiques dites de «*requalification urbaine*» visant à réaménager ce qu'on appellera le «*cadre de vie*». Un réaménagement principalement orienté dans deux directions complémentaires : le maintien de l'ordre et la promotion de l'activité commerciale.

Aujourd'hui, les gestionnaires de l'espace public le considèrent avant tout comme un espace problématique, et agissent d'abord pour prévenir tout type de désordre. Ce qui revient à limiter voire empêcher toute espèce d'activité collective spontanée. Alors qu'il pourrait et devrait être un espace pluriel d'expression et d'expérimentation, tout ce qui s'y déroule doit rester sous contrôle – un contrôle qui revêt souvent un caractère

policier. À plus forte raison dans le cas des rassemblements ou des défilés à vocation de protestation et de contestation, qui, quand ils ne sont pas purement et simplement interdits, doivent être étroitement contrôlés et, en cas de «*débordements*», réprimés.

Mais c'est aussi le territoire des «*marchands de ville*». Les commerçants, d'abord, cafetiers en tête, qui ont converti les rues et les places, piétonisées de préférence, en galeries marchandes à ciel ouvert. Sur nombre de places, on ne trouve plus un seul banc pour s'asseoir gratuitement. Pour être assis, il faut consommer. Les promoteurs et les agents immobiliers sont aussi d'ardents partisans de la «*revalorisation*» des espaces publics, car elle a le don de «*booster*» les plus-values tirées de la vente ou de la location des appartements situés dans les immeubles qui les bordent et aux alentours.

Cette marchandisation de l'espace public s'adresse évidemment au citoyen en tant que consommateur et non comme citoyen. Avec une devise implicite qui en régit l'accès : Qui n'est pas solvable y est indésirable. Sera davantage ressentie comme gênante voire

insupportable la présence de tous les «*indésirables*» qui polluent, ne serait-ce que visuellement, l'environnement urbain : clochards, «*jeunes des cités*», pickpockets, mendiants, prostituées, maraudeurs, rôdeurs et autres individus précarisés. L'impératif de HQE (haute qualité environnementale) s'applique aussi, en effet, à l'environnement humain.

Sous couvert de «*requalification urbaine*» et de «*réappropriation des espaces publics*», urbanistes, architectes, paysagistes et plasticiens mettent en scène une «*urbanité*» lisse et aseptisée, «*policée*» dans tous les sens du terme. Dans une société rongée par l'inquiétude et le pessimisme, il s'agit, en réalité, de faire «*voir la ville en rose*» ou, écologisme aidant, en vert, en transformant ses quartiers les plus fréquentés en parcs à thèmes rassurants et euphorisants où le publicitaire rimerait avec le sécuritaire.

Jean-Pierre Garnier, entretien, *Alternatives non violentes*, n° 164, automne 1992.

*géographiques imbriqués les uns dans les autres* : celui des «*voies pratiques*» que l'on peut qualifier aussi de «*fonctionnelles*» destinées à faciliter la circulation des humains et des marchandises, celui des percées stratégiques, visant à faire face aux soulèvements du peuple parisien, et celui des axes symboliques qui concernent plus particulièrement le propos de l'auteur, puisque, «*sur une carte imaginaire*», ils «*transforment Paris en fantasmagorie de la civilisation*» urbaine capitaliste. Or, ce découpage pourrait être appliqué, plus d'un siècle et demi plus tard, à l'ensemble des grands projets urbanistiques et architecturaux contemporains de remodelage ou d'extension de l'espace urbain.

On remarquera tout d'abord que les deux premiers types de «réseaux géographiques» combinent des finalités complémentaires : d'une part, «*inscrire la valeur d'échange sur le sol parisien*», via la spéculation immobilière, qui consacre au passage la suprématie du capitalisme financier sur le capital industriel et commercial ; d'autre part, mater plus facilement les insurrections grâce à une voirie large et rectiligne permettant le déploiement des troupes et le tir au canon contre les barricades. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de Paris depuis le Second Empire, mais cette double logique, à la fois économique et sécuritaire, transparaît toujours dans nombre d'opérations menées à bien depuis lors pour «*restructurer*» l'espace urbain. Pour s'en convaincre, il n'est que d'examiner, par exemple, la configuration de ces lieux stratégiques que sont les centres d'affaires où les états-majors des entreprises transnationales ont établi leurs quartiers généraux. La Défense en région parisienne, Canary Wharf à Londres, Pudong à Shanghai, Potsdamer Platz à Berlin : autant de «grands travaux» dont banquiers, assureurs, constructeurs et promoteurs ont pu largement tirer profit. Et pour prémunir ces nouvelles forteresses du capital et leurs occupants contre les «*menaces*» en tout genre inhérentes à la «*société du risque*», la «*militarisation de l'espace urbain*» à des fins de défense sociale, pointée par Stephen Graham, a poursuivi son cours : de nos jours, c'est la conception d'un «*espace défensif*» ou d'une «*architecture de prévention situationnelle*» qui prévaut.

Au regard de ces opérations d'envergure, on comprend qu'Élisabeth Pélegrin-Genel ait préféré «*partir à la recherche d'espaces obéissant à d'autres logiques, d'initiatives à contre-courant, [et] traquer des innovations spatiales [...] pour les changements sociaux et les nouveaux modes de vie qu'elles génèrent*». Sans s'apercevoir ou en feignant d'ignorer que ces changements et ces modes de vie, confinés dans des territoires résiduels, non seulement n'ont aucun impact sur les processus majeurs qui modèlent les villes, mais sont en outre parfaitement conformes

aux modèles d'urbanité «alternatifs» vantés à longueur de pages dans les revues d'architecture et les rubriques culturelles de la presse de marché. Ces modèles ne sont autres que ceux chers à une partie de cette soi-disant «classe créative» dont le concours est indispensable à la reproduction des rapports de

---

***Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts de Paris depuis le Second Empire, mais cette double logique, à la fois économique et sécuritaire, transparaît toujours dans nombre d'opérations menées à bien depuis lors pour «restructurer» l'espace urbain.***

---

production, en particulier dans les domaines de la publicité, de la mode et de l'art. «*Réappropriation*», «*échange*», «*partage*», «*convivialité*», «*durabilité*» et autres vocables dont Élisabeth Pélegrin-Genel parsème son plaidoyer en faveur d'une ville «autre» renvoient en fait à des pratiques élitistes en faveur dans les quartiers «gentrifiés», qui, loin de remettre en cause la domination capitaliste sur la ville, participent des «mutations urbaines» qu'elle engendre et qui lui permettent de perdurer. Ainsi en va-t-il par exemple de l'usage «festif» de l'espace public.

Des trois «*types de réseaux*» repérés par Marc Berdet, ce sont les «*axes symboliques*», à savoir les avenues, les boulevards et les places dont l'urbanisme haussmannien a doté la capitale, qui retiennent le plus son attention, puisque ce sont eux qui «*transforment Paris en fantasmagorie de la civilisation*». Grandes percées, symétrie et monumentalité ancienne ou nouvelle en attestent. «*Ils cristallisent surtout le fantasme d'un œil dominateur sur une ville dont les perspectives résument la civilisation occidentale.*» À charge pour «*la ligne ordonnée, monotone et fastueuse*» des immeubles de refouler l'histoire populaire de Paris et de ses révolutions. En somme, il s'agit d'un espace conçu pour être non pas vécu mais vu, en même temps qu'il doit rendre le citoyen aveugle aux traces laissées par la présence du peuple dans la capitale.

#### **Fête ou subversion ?**

Cet espace revêtira justement une tout autre signification une fois réinvesti par le peuple faisant à nouveau irruption, au printemps de 1871, comme sujet historique en plein centre de Paris, d'où il avait été chassé. Marc Berdet ne pouvait manquer d'évoquer cette réappropriation politique et économique mais aussi symbolique de la rue envahie par une population

en liesse, «avec ses placards, ses affiches et ses programmes». «On y discute, débat, chante des chants révolutionnaires, se querelle sur la dernière motion en date», note Marc Berdet. Et l'on y fait aussi la fête au gré de l'humeur et des initiatives des habitants des quartiers spontanément organisés en comités.

**Programmés par les autorités et sponsorisés par les marchands, les simulacres de réappropriation de l'espace public se sont multipliés au cours des dernières décennies pour donner une tonalité ludique à la domination capitaliste et faire oublier aux citoyens la morne quotidienneté d'une crise qui s'éternise.**

Confrontées à ce détournement populaire en scène révolutionnaire d'un espace urbain réaménagé pour glorifier le pouvoir des puissants, les «*expérimentations ludiques*» dans l'espace public qui font s'extasier Élisabeth Pélegrin-Genel parce qu'elles auraient le don de «*décaler notre regard sur le bitume*» font pâle figure. Programmés par les autorités et sponsorisés par les marchands, les simulacres de réappropriation de cet espace se sont multipliés au cours des dernières décennies pour donner une tonalité ludique à la domination capitaliste et faire oublier aux citoyens la morne quotidienneté d'une crise qui s'éternise. Fête de la musique, Paris-Plage, Nuit blanche, Fête des lumières et Biennale de la danse à Lyon, Lille

2004, Bonbaysers de Lille, Lille XXL, Fantastic dans la capitale des Flandres... À l'échelle d'un quartier, ce sont les *freeze parties* – des gens qui se réunissent pour s'immobiliser, comme gelés, au milieu de la foule –, les *parking days* – reconversion éphémère de parkings en plein air en parcs publics par un groupe d'habitants, avec parfois l'aide de designers, de plasticiens ou de paysagistes –, les «repas des voisins» au beau milieu d'une place... Une succession de pseudo-événements en l'absence d'événement politique digne de ce nom, c'est-à-dire susceptible de faire à nouveau bifurquer l'Histoire. Autant de mascarades normalisées et normalisatrices qui apparaissent dérisoires comparées à l'investissement de l'espace public par un peuple parisien en liesse auquel donna lieu la Commune.

Certes, au détour d'une phrase, Élisabeth Pélegrin-Genel tient à faire savoir qu'elle n'est pas tout à fait dupe de la portée subversive de ces bouffonneries planifiées. «*Le fun plutôt que la rébellion*», reconnaît-elle, consciente que si l'objectif des pouvoirs publics est, de temps à autre, de «*faire descendre les gens dans la rue*», ce n'est «*pas pour manifester – c'était la terreur des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles –*, mais pour s'amuser tous ensemble dans une ambiance enfantine». Mais elle aurait pu puiser ailleurs que dans une philosophie urbaine de pacotille pour formuler les questions qui en découlent, ce qui lui aurait évité, par exemple, de reprendre à son compte le postulat éculé selon lequel la ville en fête revêt toujours des allures transgressives. À la mythologie urbaine de l'espace public comme lieu ouvert et garant spatial d'une préservation du «lien social», diffusée par les bons apôtres du «vivre ensemble» dans une société plus clivée et plus fragmentée que jamais, un essayiste anarchiste avait déjà objecté : «*Du fait qu'il est*

**EXTRAIT / Y A-T-IL UN FLÂNEUR DANS LE MALL ?**

**T**out ce que l'humanité a perdu dans les villes se trouve dans les galeries marchandes, simulé au second degré. Si la philosophie sociale qui avait soutenu le premier *shopping mall*, disparaît totalement chez ses héritiers, les éléments visuels, eux, s'y trouvent recyclés et systématisés à grande échelle. Les visiteurs interrogés ont bien conscience qu'il s'agit là d'un simulacre de ville, mais ce n'est que par lui qu'ils jouissent. [...]

Certains chercheurs anglo-saxons fascinés par le *mall* estiment que l'on peut, dans cet espace postmoderne, «flâner, comme Benjamin», et «dériver, comme Guy Debord». C'est mal connaître l'un et l'autre. C'est, surtout, vouloir fixer l'identité du flâneur, alors même que celui-ci n'aspire qu'à se défaire de sa propre personnalité dans ses promenades.

Au contraire de la flânerie libre, le design du bâtiment entend diriger la déambulation, non laisser à l'individu le loisir de sa subjectivité. La profusion des signes la recapture sans cesse. Le badaud est à chaque instant dévié de sa trajectoire, absent à lui-même et à son projet actuel, plongé dans la fascination de l'espace. Les faiseurs de *mall* ont donné un nom à cette inflexion du pas décidé du visiteur en démarche déambulatoire : c'est le *Gruen effect* ou encore le *Gruen transfer* [du nom de l'architecte autrichien Victor Gruen, qui conçut le premier *shopping mall*]. Ce terme désigne le moment exact où l'usager, qui avait une destination et un but précis, se trouve transformé en consommateur impulsif au gré des charmes du décor. Une modification immédiatement repérable : son parcours, jusque-là rectiligne, devient

erratique. Les concepteurs favorisent ce «transfert» par toutes sortes d'obstacles à un usage utilitaire du bâtiment : des parois mobiles qui barrent la route, des escaliers mécaniques qu'il faut contourner, des toilettes «élusives», des sorties introuvables, des cartes d'orientation indéchiffrables, des boutiques sans portes où l'on pénètre sans s'en rendre compte...

Marc Berdet, *Fantasmagories du capital, l'invention de la ville-marchandise*, Paris, La Découverte, Zones, 2013, p. 192-193 et 213-214.